

Table des matières

Introduction	7
<i>Nathalie MASSAGER et Jehanne SOSSON</i>	
Le nom de famille	9
<i>Jean-Louis RENCHON</i>	
Introduction	9
I. Le constat d'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination	10
A. Le statut de l'enfant adultérin <i>a patre</i> et l'exigence du consentement de l'épouse du père pour l'attribution à l'enfant du nom de son père	10
B. Le nom de l'enfant majeur dont l'action en contestation de la paternité du mari de sa mère a été déclarée fondée	11
C. Le nom de l'enfant faisant l'objet d'une adoption simple par le conjoint homosexuel de sa mère (ou de son père)	12
II. Le constat d'absence de violation du principe d'égalité et de non-discrimination	14
A. Le nom de l'enfant né hors mariage dont la filiation paternelle est établie après sa majorité	14
B. Le nom de l'adopté simple mineur et de l'adopté simple majeur	15
C. Le nom de l'enfant dont la filiation paternelle a été établie après la filiation maternelle en raison de l'attitude de la mère de l'enfant	16
D. L'attribution à l'enfant du nom de son père	19
Le nom de famille : contrepoint	25
<i>Anne RASSON-ROLAND</i>	
I. La saisine du juge constitutionnel	25
A. Le recours en annulation	25
B. La question préjudicielle	27
II. L'évolution des compétences de la Cour constitutionnelle	29
III. L'intérêt de l'enfant	30

Filiation et Cour constitutionnelle 33*Nathalie MASSAGER et Jehanne SOSSON*

Ligne du temps : recadrage	33
I. Possession d'état : <i>so what</i> ?	40
A. Cadre légal	40
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	42
C. État des lieux	44
D. Pistes de réflexion	46
II. Délais : la jurisprudence qui donne des ailes, ou pas	48
A. Cadre légal	48
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	50
C. État des lieux	61
D. Pistes de réflexion	64
III. Vice de consentement : vice de raisonnement ?	64
A. Cadre légal	64
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	66
C. État des lieux	68
D. Pistes de réflexion	69
IV. Intérêt de l'enfant : lorsque le mieux est l'ennemi du bien	70
A. Cadre légal	70
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle	71
C. État des lieux	74
D. Pistes de réflexion	84
Conclusion	85

Cartographie des arrêts de la Cour constitutionnelle en matière de filiation : situation au 2 juillet 2015 87*Nathalie MASSAGER*

I. Liste des arrêts par ordre chronologique et dispositions légales visées	87
II. Liste des arrêts par problématique concernée	88
A. Intérêt de l'enfant	88
B. Possession d'état	88
C. Prescription	89
D. Vice de consentement	89

E.	Respect de la vie privée et familiale	89
F.	Droit transitoire	89
III.	Enseignements à tirer des arrêts selon les actions concernées	90
A.	Contestation de la paternité du mari	90
B.	Reconnaissance de paternité	91
C.	Annulation d'une reconnaissance de paternité	92
D.	Recherche de paternité	94
	Filiation et Cour constitutionnelle : contrepoint	97
	<i>Paul MARTENS</i>	
I.	La possession d'état	98
II.	Les causes de forclusion ou de prescription	99
	Cour constitutionnelle et adoption	103
	<i>Nicole GALLUS</i>	
	Introduction	103
I.	La conception de la famille adoptive par la Cour	104
A.	Les effets de l'adoption plénière sur la filiation d'origine	104
B.	Adoption simple et exercice de l'autorité parentale	106
II.	La Cour constitutionnelle, l'homoparenté et l'homoparentalité	109
III.	Adoption simple intrafamiliale et condition de cohabitation	114
	Conclusion	116
	Annexe : arrêts de la Cour constitutionnelle en matière d'adoption	117
	Cour constitutionnelle et adoption : contrepoint	127
	<i>Marie-Françoise RIGAUX</i>	
	Parenté et conditions du mariage	131
	<i>Jacques FIERENS</i>	
I.	La prohibition de l'inceste : une règle universelle aux contours éminemment variables	132
II.	Le droit belge	134
A.	Le droit pénal	134
B.	Le droit civil	135

III. Les fondements de la prohibition de l'inceste invoqués ou évoqués par les auteurs et les commentateurs	149
A. Les points de repère inadéquats	150
B. Les points de repère adéquats	152
C. La proximité de vie, les liens parentaux et de fratrie	154
Conclusion	157

Parenté et conditions du mariage : contrepoint 159

Paul MARTENS

La Cour constitutionnelle, les conjoints, la cohabitation légale et les concubins : une bien jolie allitération... 161

Didier PIRE

Introduction	161
I. Conjoints <i>versus</i> cohabitants légaux	162
A. Arrêts ayant constaté l'existence d'une violation de la Constitution	162
B. Arrêts ayant constaté qu'il n'y avait pas de violation de la Constitution	169
II. Conjoints <i>versus</i> cohabitants non légaux (concubins)	173
A. Arrêts ayant constaté l'existence d'une violation de la Constitution	173
B. Arrêts ayant constaté qu'il n'y avait pas de violation de la Constitution	177
Conclusion	184

La Cour constitutionnelle, les conjoints, la cohabitation légale et les concubins : une bien jolie allitération... – Contrepoint 187

Marie-Françoise RIGAUX

Le droit des régimes matrimoniaux devant la Cour constitutionnelle 191

Yves-Henri LELEU

Introduction	191
I. Logement principal de la famille – Article 215 du Code civil	192

A.	Analyse de l'arrêt	192
B.	Implications	194
II.	Assurances sur la vie – Articles 127-128 de la loi du 25 juin 1992	197
A.	Assurances sur la vie individuelles: C.A., 26 mai 1999	198
B.	Assurance-groupe: C. const., 27 juillet 2011	201
III.	Revalorisation des récompenses pour financement d'un emprunt propre – Article 1435 du Code civil	203
A.	Analyse de l'arrêt	203
B.	Implications	204
IV.	Attribution préférentielle et séparation de biens – Article 1447	206
A.	Analyse de l'arrêt	206
B.	Implications	207
V.	Droit transitoire de l'acceptation de la communauté, de l'attribution préférentielle, de la revalorisation des récompenses – Article 1447 nouveau; article 1453 ancien; article 1435 nouveau	212
A.	Acceptation de la communauté par l'épouse: C. const., 19 mars 2009 – Violation	213
B.	Attribution préférentielle: C. const., 22 janvier 2003 et 24 septembre 2003 – Non-violation	214
C.	Revalorisation des récompenses: C. const., 27 novembre 2014 – Non-violation	216
VI.	Assurance et dommage intentionnel en communauté universelle – Article 1453; article 8 de la loi du 4 avril 2014	218
A.	Analyse de l'arrêt	218
B.	Implications	219
VII.	Avantages matrimoniaux – Protection de tous les enfants non communs contre les avantages octroyés au beau-parent	221
A.	Analyse de l'arrêt	221
B.	Implications	222
VIII.	Avantages matrimoniaux – Déchéance en raison du divorce – Articles 299 et 1429 du Code civil	226
A.	Analyse de l'arrêt	226
B.	Implications	229
IX.	Rétroactivité des effets patrimoniaux du divorce à la première demande en divorce – Article 1278, alinéa 2, du Code judiciaire	230

A.	Incidence de la reprise de la vie commune : jurisprudence de la Cour constitutionnelle	231
B.	Lien procédural entre les demandes : jurisprudence de la Cour de cassation	233
	Le droit des régimes matrimoniaux devant la Cour constitutionnelle : contrepoint	235
	<i>Anne RASSON-ROLAND</i>	
I.	Le mécanisme du renvoi préjudiciel	235
II.	La compétence de la Cour constitutionnelle d'interpréter la loi	237
III.	Le contentieux de l'égalité et de la non-discrimination	240
	La Cour constitutionnelle et les successions	243
	<i>Pierre MOREAU</i>	
	Introduction	243
I.	Examen systématique des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle en matière de successions	245
A.	L'arrêt n° 18/91 du 4 juillet 1991 relatif à l'article 756, ancien, du Code civil	245
B.	L'arrêt n° 83/93 du 1 ^{er} décembre 1993 relatif à l'article 756, ancien, du Code civil	250
C.	L'arrêt n° 140/2004 du 22 juillet 2004 relatif à l'article 1465, ancien, du Code civil	255
D.	L'arrêt n° 28/2006 du 1 ^{er} mars 2006 relatif aux articles 205 et 207 du Code civil	262
E.	L'arrêt n° 52/2007 du 28 mars 2007 relatif à l'article 745 ^{quater} , § 1 ^{er} , alinéa 2, ancien, du Code civil	266
F.	L'arrêt n° 136/2007 du 7 novembre 2007 relatif à l'article 731 du Code civil	270
G.	L'arrêt n° 96/2008 du 26 juin 2008 relatif à l'article 124, ancien, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre	277
H.	L'arrêt n° 147/2010 du 16 décembre 2010 relatif à l'article 124, ancien, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre	286
I.	L'arrêt n° 151/2013 du 7 novembre 2013 relatif à l'article 745 ^{octies} , § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , du Code civil	291

II. Synthèse de l'enseignement de la Cour constitutionnelle en matière de successions	300
A. Les qualités requises pour succéder	302
B. Les différentes catégories de successibles et leur part héréditaire	302
C. L'option héréditaire	313
D. La masse héréditaire	314
E. Le règlement de la succession	318
Conclusion	318
La Cour constitutionnelle et les successions : contrepoint	321
<i>Marie-Françoise RIGAUX</i>	
La Cour constitutionnelle et le droit fiscal familial : à la recherche du fil d'Ariane?	327
<i>Jean-Emmanuel BEERNAERT</i>	
I. Introduction	327
II. Examen des arrêts de la Cour constitutionnelle	328
A. Les rentes alimentaires	328
B. L'abattement fiscal pour enfants à charge	343
Conclusion	365
La Cour constitutionnelle et le droit fiscal familial : à la recherche du fil d'Ariane? – Contrepoint	369
<i>Anne RASSON-ROLAND</i>	
I. Le contentieux de l'égalité et de la non-discrimination	369
II. Les lacunes législatives	372
Réflexions conclusives	375
<i>Paul MARTENS</i>	

